

Traité Européen : POUR UN REFERENDUM NON AU DENI DE DEMOCRATIE

**TOUTES
ET TOUS
A LA HALLE
CARPENTIER
PARIS 13^E
SAM. 2 FEVRIER
A 14H30**
81, boulevard Massena
M° Porte d'Ivry

COMITÉ NATIONAL POUR UN RÉFÉRENDUM (CNR)

avec : AC ! · Alternative citoyenne
CCAG · Alterekolo · Apeis · ATTAC
France · Cactus La Gauche ! · Cedetim
Ipam · Cgt spectacle · Collectifs du
29 mai · Confédération paysanne
Convergence pour la défense des
services publics · Coordination des
collectifs antilibéraux · Csprg
D&S-DIDF · Droits devant ! · Fondation
Copernic · Forces militantes · Gauche
Avenir · LCR · Les Alternatifs
Les Pénélopes · LO · Marches
européennes · MARS
Gauche Républicaine · Mémoires des
luttons · MJCF · MRC · Observatoire de
la Démocratie · OMOS · Organisation
des Femmes Egalité · PT
Parti Pris · PCF · PCOF · PRS
Regards · Réseau féministe · Ruptures
Résistance 7° Art Résistance
sociale · RSE Transform ! · UFAL
Union syndicale Solidaires ·

Lundi 4 février, le Congrès des parlementaires se réunit à Versailles pour voter la modification de Constitution nécessaire à la ratification du nouveau traité européen. Ce traité s'inscrit dans la suite du Traité constitutionnel rejeté par une majorité en France et aux Pays-bas, par référendum.

Le respect du vote populaire veut que ce nouveau traité soit ratifié par référendum.

C'est une exigence démocratique fondamentale. Seul le peuple peut faire ou défaire ce qu'il a fait ou défaire.

C'est une condition pour qu'ait lieu le grand débat public sur l'avenir et les transformations à entreprendre en France et en Europe, solidairement avec les autres peuples européens. Alors que tant de décisions qui concernent notre vie quotidienne et celle du pays dépendent des politiques européennes, comment justifier qu'on refuse au peuple de s'exprimer ?

Nicolas Sarkozy veut contourner le vote populaire. **S'il persiste dans son refus de donner la parole au peuple sur un texte qui engage l'avenir du pays, les députés et sénateurs peuvent l'y contraindre, si 2/5 d'entre eux votent contre la révision de la Constitution, le 4 février, à Versailles.** Et cela, quelle que soit leur position sur le traité.

Dans la diversité de nos opinions, nous appelons en urgence à nous retrouver ensemble, **tous ensemble, le 2 février, pour empêcher le déni de démocratie et exiger la tenue d'un référendum !**



www.nousvoulonsunreferendum.eu

Traité Européen : POUR UN REFERENDUM NON AU DENI DE DEMOCRATIE

**TOUTES
ET TOUS
A LA HALLE
CARPENTIER
PARIS 13^E
SAM. 2 FEVRIER
A 14H30**
81, boulevard Massena
M° Porte d'Ivry

COMITÉ NATIONAL POUR UN RÉFÉRENDUM (CNR)

avec : AC ! · Alternative citoyenne
CCAG · Alterekolo · Apeis · ATTAC
France · Cactus La Gauche ! · Cedetim
Ipam · Cgt spectacle · Collectifs du
29 mai · Confédération paysanne
Convergence pour la défense des
services publics · Coordination des
collectifs antilibéraux · Csprg
D&S-DIDF · Droits devant ! · Fondation
Copernic · Forces militantes · Gauche
Avenir · LCR · Les Alternatifs
Les Pénélopes · LO · Marches
européennes · MARS
Gauche Républicaine · Mémoires des
luttons · MJCF · MRC · Observatoire de
la Démocratie · OMOS · Organisation
des Femmes Egalité · PT
Parti Pris · PCF · PCOF · PRS
Regards · Réseau féministe · Ruptures
Résistance 7° Art Résistance
sociale · RSE Transform ! · UFAL
Union syndicale Solidaires ·

Lundi 4 février, le Congrès des parlementaires se réunit à Versailles pour voter la modification de Constitution nécessaire à la ratification du nouveau traité européen. Ce traité s'inscrit dans la suite du Traité constitutionnel rejeté par une majorité en France et aux Pays-bas, par référendum.

Le respect du vote populaire veut que ce nouveau traité soit ratifié par référendum.

C'est une exigence démocratique fondamentale. Seul le peuple peut faire ou défaire ce qu'il a fait ou défaire.

C'est une condition pour qu'ait lieu le grand débat public sur l'avenir et les transformations à entreprendre en France et en Europe, solidairement avec les autres peuples européens. Alors que tant de décisions qui concernent notre vie quotidienne et celle du pays dépendent des politiques européennes, comment justifier qu'on refuse au peuple de s'exprimer ?

Nicolas Sarkozy veut contourner le vote populaire. **S'il persiste dans son refus de donner la parole au peuple sur un texte qui engage l'avenir du pays, les députés et sénateurs peuvent l'y contraindre, si 2/5 d'entre eux votent contre la révision de la Constitution, le 4 février, à Versailles.** Et cela, quelle que soit leur position sur le traité.

Dans la diversité de nos opinions, nous appelons en urgence à nous retrouver ensemble, **tous ensemble, le 2 février, pour empêcher le déni de démocratie et exiger la tenue d'un référendum !**



www.nousvoulonsunreferendum.eu

Traité Européen :

POUR UN REFERENDUM NON AU DENI DE DEMOCRATIE

TOUTES

ET TOUS

A LA HALLE

CARPENTIER

PARIS 13^E

SAM. 2 FEVRIER

A 14H30

81, boulevard Massena

M° Porte d'Ivry

COMITÉ NATIONAL POUR UN RÉFÉRENDUM (CNR)

avec : AC ! - Alternative citoyenne
CCAG - Alterekolo - Apeis - ATTAC
France - Cactus La Gauche ! - Cedetim
Ipam - Cgt spectacle - Collectifs du
29 mai - Confédération paysanne
Convergence pour la défense des
services publics - Coordination des
collectifs antilibéraux - Csprg
D&S-DIDF - Droits devant ! - Fondation
Copernic - Forces militantes - Gauche
Avenir - LCR - Les Alternatifs
Les Pénélopes - LO - Marches
européennes - MARS
Gauche Républicaine - Mémoires des
luttons - MJCF - MRC - Observatoire de
la Démocratie - OMOS - Organisation
des Femmes Egalité - PT
Parti Pris - PCF - PCOF - PRS
Regards - Réseau féministe - Ruptures
Résistance 7° Art Résistance
sociale - RSE Transform ! - UFAL
Union syndicale Solidaires -

Lundi 4 février, le Congrès des parlementaires se réunit à Versailles pour voter la modification de Constitution nécessaire à la ratification du nouveau traité européen. Ce traité s'inscrit dans la suite du Traité constitutionnel rejeté par une majorité en France et aux Pays-bas, par référendum.

Le respect du vote populaire veut que ce nouveau traité soit ratifié par référendum.

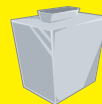
C'est une exigence démocratique fondamentale. Seul le peuple peut faire ou défaire ce qu'il a fait ou défaire.

C'est une condition pour qu'ait lieu le grand débat public sur l'avenir et les transformations à entreprendre en France et en Europe, solidairement avec les autres peuples européens. Alors que tant de décisions qui concernent notre vie quotidienne et celle du pays dépendent des politiques européennes, comment justifier qu'on refuse au peuple de s'exprimer ?

Nicolas Sarkozy veut contourner le vote populaire. **S'il persiste dans son refus de donner la parole au peuple sur un texte qui engage l'avenir du pays, les députés et sénateurs peuvent l'y contraindre, si 2/5 d'entre eux votent contre la révision de la Constitution, le 4 février, à Versailles.** Et cela, quelle que soit leur position sur le traité.

Dans la diversité de nos opinions, nous appelons en urgence à nous retrouver ensemble, **tous ensemble, le 2 février, pour empêcher le déni de démocratie et exiger la tenue d'un référendum !**

CNR



Comité National
pour un Référendum

www.nousvoulonsunreferendum.eu

Traité Européen :

POUR UN REFERENDUM NON AU DENI DE DEMOCRATIE

TOUTES

ET TOUS

A LA HALLE

CARPENTIER

PARIS 13^E

SAM. 2 FEVRIER

A 14H30

81, boulevard Massena

M° Porte d'Ivry

COMITÉ NATIONAL POUR UN RÉFÉRENDUM (CNR)

avec : AC ! - Alternative citoyenne
CCAG - Alterekolo - Apeis - ATTAC
France - Cactus La Gauche ! - Cedetim
Ipam - Cgt spectacle - Collectifs du
29 mai - Confédération paysanne
Convergence pour la défense des
services publics - Coordination des
collectifs antilibéraux - Csprg
D&S-DIDF - Droits devant ! - Fondation
Copernic - Forces militantes - Gauche
Avenir - LCR - Les Alternatifs
Les Pénélopes - LO - Marches
européennes - MARS
Gauche Républicaine - Mémoires des
luttons - MJCF - MRC - Observatoire de
la Démocratie - OMOS - Organisation
des Femmes Egalité - PT
Parti Pris - PCF - PCOF - PRS
Regards - Réseau féministe - Ruptures
Résistance 7° Art Résistance
sociale - RSE Transform ! - UFAL
Union syndicale Solidaires -

Lundi 4 février, le Congrès des parlementaires se réunit à Versailles pour voter la modification de Constitution nécessaire à la ratification du nouveau traité européen. Ce traité s'inscrit dans la suite du Traité constitutionnel rejeté par une majorité en France et aux Pays-bas, par référendum.

Le respect du vote populaire veut que ce nouveau traité soit ratifié par référendum.

C'est une exigence démocratique fondamentale. Seul le peuple peut faire ou défaire ce qu'il a fait ou défaire.

C'est une condition pour qu'ait lieu le grand débat public sur l'avenir et les transformations à entreprendre en France et en Europe, solidairement avec les autres peuples européens. Alors que tant de décisions qui concernent notre vie quotidienne et celle du pays dépendent des politiques européennes, comment justifier qu'on refuse au peuple de s'exprimer ?

Nicolas Sarkozy veut contourner le vote populaire. **S'il persiste dans son refus de donner la parole au peuple sur un texte qui engage l'avenir du pays, les députés et sénateurs peuvent l'y contraindre, si 2/5 d'entre eux votent contre la révision de la Constitution, le 4 février, à Versailles.** Et cela, quelle que soit leur position sur le traité.

Dans la diversité de nos opinions, nous appelons en urgence à nous retrouver ensemble, **tous ensemble, le 2 février, pour empêcher le déni de démocratie et exiger la tenue d'un référendum !**

CNR



Comité National
pour un Référendum

www.nousvoulonsunreferendum.eu